

Leçon 22 : Jacques Chirac président depuis 1995

I. Le gouvernement d'un fidèle chiraquien : Alain JUPPE (1995-1997)

1. Une politique de rigueur accrue

L'état des déficits publics (Etat, Sécurité Sociale,...) pousse le 1er ministre (un proche du Président) à repousser à plus tard la réalisations des promesses de campagne de J. Chirac pour réduire la crise sociale (chômage, quartiers délabrés,...). Pour diminuer les dettes et entrer dans les conditions liées à l'adhésion à la monnaie unique européenne (l'**Euro**) les impôts sont augmentés.

2. La montée du mécontentement

Le gouvernement se heurte, fin 1995, à un mouvement social de très grande ampleur.

Une vaste de réforme de l'armée (suppression du service national et réduction des dépenses militaires qui jouent contre l'emploi). Le mécontentement concerne aussi le traitement laxiste du problème corse jusqu'en 1996. Enfin, le RPR, comme le PS, est discrédité par les **affaires** (HLM de la ville de Paris, affaire Tibéri,...). Malgré la diminution des impôts décidée à l'automne 1996 et les efforts d'A. Juppé pour améliorer son image, le Président et son 1er ministre sont très impopulaires. Ceci, tandis que le FN poursuit son implantation dans le pays. Le 21 avril 1997, malgré sa confortable majorité de 1993 et se fondant sur des sondages favorables, le Président Chirac décide de dissoudre l'Assemblée Nationale. Il sous estime sa propre impopularité comme celle du Premier Ministre, fidèle exécutant de la politique qu'il a choisi de mener en oubliant ses promesses électorales de 1995.

II. LA 3ème cohabitation : Lionel JOSPIN (juin 1997-5 mai 2002.)

1. La victoire de la Gauche Plurielle aux législatives (mai-juin 97)

Tandis que la droite UDF-RPR subit un recul important, une vaste coalition de gauche (Verts, PS, Mouvement Des Citoyens, PCF¹) conduite par Lionel Jospin obtient une large majorité. Cette union c'est la **Gauche Plurielle**.

2. L'état de grâce du gouvernement JOSPIN (juin 1997 à 2000)

Lionel JOSPIN (chef du plus grand parti de la Gauche Plurielle, le PS) est nommé Premier Ministre le 4 juin 1997. Il bénéficie de **l'affaiblissement du**

¹ Le PCF, pour la 1ère fois depuis 1981, progresse.

Président (comme F. Mitterrand en 1986 et 1993) et de l'image honnête d'un socialiste qui s'est démarqué de l'héritage des « années Mitterrand ».

Ce gouvernement bénéficie des **divisions de la droite** :

La droite parlementaire d'abord aux prises avec ses rivalités et avec la question de l'alliance avec le FN (élections régionales de 1998).

La droite nationaliste puisque le **Front National (FN) lui-même se déchire** en 1999 entre le mouvement de Bruno Mégret (Mouvement National) et celui de Jean-Marie Le Pen (FN).

Grâce à la loi sur les 35 heures de travail hebdomadaire et aux « emplois Jeunes » le gouvernement est assez populaire (état de grâce).

3. Les difficultés du gouvernement de la Gauche Plurielle depuis 2000

- Afin de reprendre l'initiative et pensant aux présidentielles de 2002 (où il envisage d'être candidat), Jacques CHIRAC organise **un référendum à l'automne 2000** qui permet de réduire à 5 ans (**quinquennat**) le septennat existant qui a traversé 3 républiques successives (notons que J Chirac était *contre ce même quinquennat* en 1995). Désormais, le mandat de l'Assemblée est aligné sur celui du Président (5 ans) afin d'éviter des cohabitations tout en risquant de réduire encore davantage les pouvoirs du Premier ministre devenu le simple exécutant de la volonté présidentielle.
- Entre temps, le gouvernement est confronté à un mouvement de **grogne sociale** (impôts, enseignants,...) qui pousse Lionel JOSPIN à remanier son gouvernement (mars 2000) pour y faire entrer des Mitterrandiens (Laurent FABIUS, Jack LANG,...)
- La négociation avec le FLNC (mouvement terroriste corse) sur le **statut particulier des départements corses** provoque une crise dans le gouvernement avec le départ du bouillant ministre (MDC) de l'Intérieur Jean-Pierre CHEVENEMENT (été 2000). Ce dernier refuse tout statut particulier au sein de la république française « une et indivisible ».
- Enfin aux **élections municipales de mars 2001**, la Gauche Plurielle (hors de ses succès à Paris et à Lyon) enregistre plutôt un recul (accentué pour le Parti Communiste qui durcit le ton au printemps 2001). L'approche des élections législatives et présidentielles de 2002 tend à relâcher l'alliance des gauches chacun des « petits alliés » (Verts, MDC, communistes) cherchant à exister face au « géant » socialiste (PS). Le mouvement de mécontentement grandit dans la société française où s'opposent des aspirations divergentes et difficilement conciliables.

III. La réélection de Jacques CHIRAC (mai 2002) : la revanche de 1997

1. Les chocs du 1^{er} tour (le 21 avril 2002)

- La campagne est marquée par deux éléments nouveaux qui sont la montée des abstentionnistes et l'augmentation du nombre des candidats.
- La dispersion des voix est en effet fatale au candidat socialiste, le Premier ministre sortant Lionel JOSPIN battu dès le 1^{er} tour. Ce qui constitue donc le **1^{er} choc** c'est l'absence de candidat de gauche au second tour qui ne s'était pas vue depuis 1969 !
- Le **second choc** est l'excellent score du candidat nationaliste Jean-Marie Le Pen. Ses prises de positions provocatrices voire scandaleuses ainsi qu'une réputation d'extrémisme (en partie construite par les médias) lui ont en effet valu des haines et des oppositions farouches.

2. Réélection triomphale de Jacques Chirac ?

- Le score atteint par le président sortant (près de 80%) donnerait à penser que le peuple de France est derrière J. Chirac qui semble s'être taillé là un vrai triomphe qu'aurait envié de Gaulle !
- Cependant, le ralliement à J. Chirac s'explique surtout par le rejet, voire par la panique provoquée par la victoire de JM Le Pen ainsi que par l'addition des voix des candidats de droite..

3. Gouvernement Jean-Pierre Raffarin et législatives de juin 2002

- Afin d'éviter les erreurs de 1995 et de 1997, Jacques Chirac constitue un gouvernement d'union de la droite dirigé par Jean-Pierre Raffarin (libéral) dont le but est avant tout de gagner les législatives et d'éviter au pays une 4^{ème} cohabitation.